



**HAL**  
open science

## Déforestation au Brésil : que fait vraiment la France ?

Philippe Delacote, Antoine Leblois, Julia Girard

► **To cite this version:**

Philippe Delacote, Antoine Leblois, Julia Girard. Déforestation au Brésil : que fait vraiment la France?. 2019. halshs-02307098

**HAL Id: halshs-02307098**

**<https://shs.hal.science/halshs-02307098>**

Submitted on 7 Oct 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

# Déforestation au Brésil : que fait vraiment la France ?



80 % du soja utilisé en France est importé, et 50 % de ces importations proviennent du Brésil, où ce produit constitue le premier facteur de déforestation. En France, il sert essentiellement à l'alimentation du bétail.

[Shutterstock](#)

[Philippe Delacote, Inra](#); [Antoine Leblois, Inra](#) et [Julia Girard, Université Paris Dauphine – PSL](#)

Les incendies qui ravagent l'Amazonie (et l'[Afrique](#)) depuis plusieurs semaines sont d'une intensité rare. Au-delà du [changement climatique](#) qui rend les forêts tropicales plus vulnérables, bon nombre de ces feux sont la conséquence directe de l'expansion agricole et des pratiques d'[abattis-brûlis](#).

Publié le 8 août dernier, le [dernier rapport du GIEC](#) sur l'utilisation des terres a rappelé l'impact de l'agriculture sur les écosystèmes naturels et sur le climat. Chaque année, ce sont [des millions d'hectares de terre et de forêt](#) qui disparaissent, convertis en vue de l'expansion agricole et de l'exploitation des ressources forestières.

Face à ce fléau, et à l'[indifférence](#) affichée du président brésilien Bolsonaro, le G7 réuni à Biarritz le 26 août dernier a décidé l'octroi d'une [aide d'urgence](#) de 20 millions de dollars pour favoriser la reforestation ; une aide à moyen terme est également prévue.

Ces réponses occultent cependant l'une des causes majeures de la déforestation : la production de matières premières destinées à alimenter les marchés internationaux. C'est elle qui contribue largement à la perte de couvert forestier et à la conversion d'écosystèmes naturels dans les pays producteurs – des pays en voie de développement le plus souvent.

Ces destructions entraînent non seulement des émissions importantes de gaz à effet de serre, mais représentent aussi la perte de puits majeurs de carbone, essentiels pour lutter contre le changement climatique. [Elles affectent](#) aussi la biodiversité, les services écosystémiques et l'habitat de nombreuses populations indigènes.

En novembre 2018, la France s'est dotée d'une stratégie de lutte contre cette « déforestation importée » ([SNDI](#)). Rappelons que cette déforestation spécifique désigne :

« L'importation de matières premières ou de produits transformés dont la production a contribué, directement ou indirectement, à la déforestation, à la dégradation des forêts ou à la conversion d'écosystèmes naturels en dehors du territoire national. »

Mais la SNDI se donne-t-elle réellement les moyens de ses ambitions ?

## Huile de palme, cacao, bois, café, soja

Parmi les produits que nous consommons en France, certains contribuent à la déforestation : en Indonésie et en Malaisie pour la production d'huile de palme (biscuits et pâtes à tartiner) ; en Afrique, pour les cultures de fève de cacao, par exemple.

Malheureusement, l'huile de palme et le cacao sont loin d'être les seuls produits concernés. L'importation et l'utilisation d'autres matières premières et ressources – dont l'impact est moins connu comme le bois, la pâte à papier, le café, l'hévéa, la viande de bœuf ou encore le soja –, posent tout autant problème.

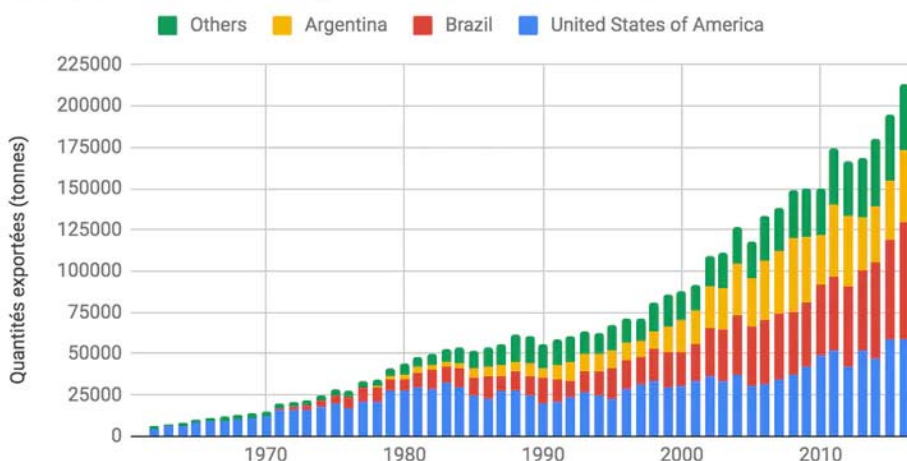
Arrêtons-nous sur le soja, l'un des produits à la source de la [déforestation importée](#) en France. Dans l'Hexagone, il est principalement utilisé pour l'alimentation animale ; on le retrouve dans la chaîne d'approvisionnement de la viande, des œufs et des produits laitiers. [Plus de 80 %](#) de celui utilisé en France est importé. Et environ 50 % des importations françaises – soit près de 2 millions de tonnes – proviennent du Brésil, où cette plante est cause majeure de [destruction des forêts](#).

## Les deux tiers de la production brésilienne exportée

Le Brésil, aujourd'hui l'un des premiers producteurs et exportateurs mondiaux de soja, a vu sa production [multipliée par plus de 4](#) sur ces vingt dernières années, et les surfaces récoltées par 25 depuis 1970. Une évolution portée par une forte augmentation de la consommation mondiale, intimement liée à celle de la demande en produits carnés et laitiers.

### Evolution des exportations de soja de 1960 à 2016

Grains, huile et tourteaux de soja, en tonnes (Données: FAOSTAT)

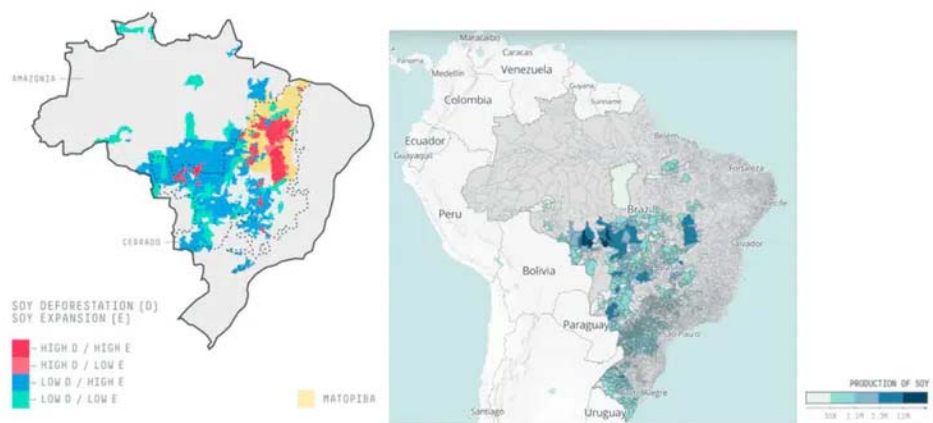


Évolution des exportations de soja de 1960 à 2016. Auteur/Données FAOSTAT.

Or [plus de deux tiers](#) de la production brésilienne de soja est destinée à l'exportation. Depuis l'affaire de la vache folle et l'interdiction des farines animales, l'Union européenne figure parmi les principales zones importatrices, même si elle reste loin derrière certains pays émergents comme la Chine.

Et la France dans tout ça ?

Ses importations [sont en baisse](#) depuis le début des années 2000, mais l'Hexagone reste parmi les plus gros importateurs de soja brésilien. La France a accueilli environ 5 % des exports de cette plante en provenance du Brésil entre 2003 et 2017. Et une part importante de la production à destination de la France provient du Cerrado, l'une des zones les plus riches en matière de biodiversité.



Fronts d'expansion de la culture de soja au Brésil – 2010-2016, à gauche ; à droite, municipalités d'où la France importe entre 2006-2016, par quantité produite. TRASE Yearbook 2018, [CC BY-NC-SA](#)

## Les intentions alarmantes de Bolsonaro

D'après les projections du gouvernement brésilien, environ 10 millions d'hectares supplémentaires de terre pourraient être convertis pour augmenter la production de soja dans les dix prochaines années. Pourtant, des millions d'hectares de terre, certes dégradés mais toujours utilisables, pourraient être mis en culture pour produire du soja afin d'éviter de nouvelles conversions.

Le nouveau président brésilien, Jair Bolsonaro, a récemment [licencié le directeur](#) de l'institut qui publie les données sur la déforestation dans le pays et affiché sa volonté de poursuivre le développement agricole et d'assouplir les réglementations environnementales dans ce sens. [Les derniers chiffres](#) semblaient d'ailleurs déjà pointer une augmentation de plus de 100 % de la déforestation dans certaines régions du pays au regard de l'année passée.

Ces derniers mois, ce sont donc les effets combinés de la déforestation et des sécheresses qui ont fait [« bondir de 83 % le nombre d'incendies »](#) par rapport à l'an passé. Dans ce contexte, la France doit s'assurer qu'elle ne contribue pas, par ces importations, à ce phénomène.

## Zéro déforestation

La [stratégie de lutte contre la déforestation importée](#) initiée en 2018 (SNDI) ambitionne d'y mettre fin d'ici 2030.

Cet engagement – une première mondiale – fait suite à la [Déclaration d'Amsterdam](#) de 2015 et à celle de [New York sur les forêts](#) de 2014. Elle concerne dans un premier temps les principaux produits et matières problématiques ; d'autres pourront être ajoutés lors de sa révision en 2020.

Afin d'atteindre l'objectif « zéro-déforestation » qu'elle s'est fixée, la France souhaite ouvrir le dialogue avec les pays consommateurs (importateurs) et les pays producteurs (exportateurs) ; il s'agit d'aligner sa politique d'aide au développement et ses politiques publiques en général avec les objectifs de la SNDI.

Ainsi, une politique d'achats publics « zéro déforestation » devrait être mise en place d'ici 2022. Du côté du secteur privé, l'accent est mis sur les politiques de responsabilité sociétale des entreprises (la RSE). Une plate-forme ouverte à tous les acteurs devrait prochainement voir le jour. Elle servira à publier et partager des informations sur les approvisionnements et les pratiques à risque des entreprises.

La question de la transparence des informations est ici cruciale et complexe, dans la mesure où les produits à risque de déforestation importée sont rarement consommés directement. Dans le cas du soja, il serait par exemple nécessaire de connaître non seulement l'origine des produits issus des animaux, mais également le mode d'alimentation de ces derniers et la provenance des intrants utilisés.

Un label est également prévu dans le cadre de la SNDI pour aiguiller les choix des consommateurs vers des produits à plus faible impact sur la déforestation. Il devra être clair et transparent, l'objectif étant de minimiser le temps et les efforts que ces derniers passeront à connaître la valeur environnementale du label. Pour être crédible, le label devra être décerné par un organisme certificateur indépendant et neutre. La participation au label étant par définition une démarche volontaire des entreprises, il est nécessaire qu'elle se fasse à un coût restreint, compensé par une volonté des consommateurs de payer un peu plus cher pour réduire leur empreinte environnementale.

## Transformer la demande

La stratégie française de lutte contre la déforestation importée va globalement dans le bon sens : elle est ambitieuse dans ses objectifs, mais malheureusement moins dans les moyens pour y parvenir.

Elle repose en effet trop sur les bonnes intentions des acteurs et les actions volontaires des entreprises et des consommateurs. Aucune interdiction ou mesure réglementaire, ni même d'incitation fiscale n'y sont intégrées. En particulier, la stratégie compte en très grande partie sur la pression exercée par les consommateurs sur les entreprises importatrices. Au travers d'une information claire et transparente, ils seraient suffisamment sensibles à la question de la déforestation pour modifier leurs comportements, et susceptibles de modifier les comportements des entreprises importatrices.

Cependant, aucun objectif de réduction de la consommation des produits sources de déforestation importée, ni aucun instrument incitatif pour atteindre ces objectifs, ne sont évoqués. Ainsi, pour reprendre le cas du soja brésilien, les [tourteaux](#) élaborés à partir de cette plante sont très largement utilisés pour l'alimentation animale. Or aucune piste n'est proposée par la SNDI pour contenir cette pression de la demande.

Nous proposons deux voies complémentaires pour améliorer l'efficacité des politiques publiques dans ce domaine.

---

À lire aussi : [Pour une huile de palme durable, soutenir les petits producteurs et encadrer les grandes plantations](#)

---

## Des pistes pour alléger la dépendance

On pourra premièrement [diminuer la consommation de viande](#) pour alléger la pression sur les terres. L'utilisation des fourrages ou d'autres légumineuses produites localement pourrait également réduire la dépendance aux importations de soja, tout en offrant des [bénéfices climatiques](#) et une baisse du risque de fluctuation des prix internationaux des intrants – en dépit d'une augmentation possible du risque d'approvisionnement (la production de foin étant sensible aux aléas météorologiques). Ces changements de mode de consommation passeraient par des incitations via les prix, sur la base d'un principe proche du [pollueur-payeur](#), qu'affectionnent bon nombre d'économistes.

Avec le principe du label évoqué plus haut, on compte sur les consommateurs pour qu'ils acceptent de payer plus cher un produit qui n'engendre pas de déforestation ; si l'on se place dans le scénario d'une incitation par les prix, les consommateurs paieraient plus chers pour des produits qui génèrent de la déforestation. Par souci d'équité, il est essentiel de faciliter l'accès à des protéines non animales de bonne qualité à des coûts relativement bas.

## Une gestion schizophrène

Au-delà des questions de consommation, la SNDI française se heurte à l'incohérence qui caractérise la gestion publique des questions environnementales : d'un côté, la lutte contre la déforestation importée et la responsabilisation des entreprises importatrices ; de l'autre, des autorisations d'importation massives d'huile de palme pour la [production d'agro-carburants](#) et un projet, celui de la mine de la [Montagne d'or en Guyane](#) – finalement abandonné.

Il est difficile de lutter contre les incendies et la déforestation sans cibler les modes de consommation. Les pays riches ont un régime alimentaire plus carné et une responsabilité historique plus importante que les pays émergents dans les dynamiques de dégradation environnementale. Ils devraient donc jouer un rôle central dans la transformation des modes de consommation. La stratégie française contre la déforestation importée va donc dans le bon sens mais manque d'instruments incitatifs et de cohérence avec les politiques menées en parallèle.

[Philippe Delacote](#), Chargé de recherche en économie, [Inra](#); [Antoine Leblois](#), Chargé de recherches, économie du développement, [Inra](#) et [Julia Girard](#), Chargée de recherche, [Université Paris Dauphine – PSL](#)

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).